

Signes

N°2 des Temps

Extrême droite : Le racisme comme projet politique

Publication de BePax
Paraît 5 fois par an

MARS-AVRIL-MAI 2020

Sommaire

Rédaction-Administration

ASBL BePax
Chaussée Saint-Pierre, 208
1040 Bruxelles

Tél. : +32 (0)2 896 95 00
E-mail : info@bepax.org
facebook.com/bepaxasbl
www.bepax.org

Compte bancaire :
BE 28-7995-5017-6120

Mise en page
www.acg-bxl.be

EDITO

3

DOSSIER

Pour combattre l'extrême droite: changer les rapports entre État et société?

Jonathan Piron

4

LE CHEVAL DE TROIE DE L'EXTRÊME-DROITE Première partie – Où se cache l'extrême-droite?

Pauline Thirifays

7

LE CHEVAL DE TROIE DE L'EXTRÊME-DROITE Seconde partie – Lutter contre l'extrême-droite, y compris en nous-mêmes

Pauline Thirifays

11

CFO, le Collectif des Femmes qui l'Ouvrent

Marie Willame et Dominique Verhaeren

14

Edito

Extrême droite Le rascisme comme projet politique

Le 14 mars dernier, alors que la crise du coronavirus commençait à produire ses effets sur une Belgique désormais focalisée sur la question, sortait le baromètre politique Le Soir-RTL-VTM-*Het Laast Nieuws* avec des résultats qui en d'autres circonstances, n'auraient pas manqué de provoquer un mini-cataclysme politique. En effet, en Flandre le parti d'extrême-droite, le Vlaams Belang, arrivait en tête en rassemblant 28 % des intentions de vote. Un score impressionnant, près d'un flamand sur trois envisagerait donc de voter pour cette formation politique, d'autant plus qu'aux dernières élections de mai 2019, durant lesquelles le Vlaams Belang avait déjà surpris par un score impressionnant, ce dernier n'était « que » de 18,7 %. Soit un bond de 10 % en un an. Plus impressionnant encore si l'on compare aux précédentes élections, celles de 2014, où le Vlaams Belang n'était pas parvenu à atteindre les 6 % des votes.

L'extrême droite reste donc une menace. Et plus que rester une menace, on est parfois tenté de dire qu'elle redevient une menace. En effet, au niveau mondial, nous assistons à une vague brune dont aucune région ne peut se dire épargnée. Pas même l'Europe, où, en Hongrie, Viktor Orban vient de s'attribuer les pleins pouvoirs.

En ligne, j'ai trouvé cette définition de l'extrême droite : « L'extrême droite est un courant de pensée politique qui met en avant un nationalisme exacerbé. Il favorise les personnes possédant la nationalité du pays dans lequel elles vivent face aux étrangers, aux religions et aux cultures non originaires de ce pays ». Autrement dit, on pourrait simplifier en disant que l'extrême droite c'est avoir le racisme comme projet politique. En tant qu'organisation de lutte contre le racisme, il nous semblait dès lors important de se pencher sur la question de la recrudescence de celle-ci. Ce numéro du *Signes des temps* comporte donc quatre analyses fouillées sur la thématique qui, on l'espère, sauront rencontrer votre intérêt. Si dans les trois premiers articles, Pauline Thirifays et Jonathan Piron, se pencheront sur la nature de l'extrême droite et sur la manière de lutter efficacement contre celle-ci, le dernier article se penchera sur une initiative concrète en Belgique francophone : le CFO (Collectif des Femmes qui l'Ouvent), une réponse féministe et antifasciste issue de la province du Luxembourg. Et si cette initiative issue de la base et d'une région rurale faisait tache d'encre en Belgique ?



Benjamin Peltier

Dossier

Pour combattre l'extrême droite: changer les rapports entre État et société?

Les premières semaines de 2020 auront vu des échanges intenses sur la nécessité ou non de débattre avec l'extrême-droite afin de lutter contre elle. La question semble plus que pertinente. Le score du Vlaams Belang aux élections de mai 2019 et sa hausse dans les sondages interpellent quant à la stratégie à adopter. Pour certains, affronter l'extrême-droite en débat pourrait faire œuvre utile afin de déconstruire son discours et amener ses électeurs et potentiels électeurs à s'en détacher. Il reste que cette approche pêche sur plusieurs points sur lesquels il est important de revenir.

L'importance de déconstruire l'extrême-droite du début du XXI^{ème} siècle

En prenant le temps de l'analyse historique, il est tout d'abord nécessaire de se rendre compte que l'extrême-droite a toujours été présente en Europe depuis la Seconde guerre mondiale. En Belgique, les mouvements qui se classent dans ce champ politique sont présents de longue date, ayant parfois poussé à des actes de violence extrême comme le meurtre de Jacques Georgin par des membres du VMO en septembre 1970. La nouveauté de l'extrême-droite de ces années 2010 est plutôt sa grande visibilité. Alors que, dans le passé, les mouvements racistes et xénophobes se rassemblaient dans des arrière-salles de cafés, en catimini, ne touchant que des adhérents d'un horizon proche,

l'extrême-droite aujourd'hui ratisse plus large, occupe le terrain et médiatise ses actions. La force actuelle de l'extrême-droite tient dans sa capacité à agréger de nouveaux publics en subvertissant à son avantage les transformations du monde. Les réseaux sociaux et l'information horizontale lui permettent de supprimer les corps intermédiaires pouvant bloquer son discours tandis que la perte de confiance dans les institutions traditionnelles permet à son propos de trouver une audience plus réceptive que par le passé.

Le succès de l'extrême-droite se base ainsi sur une caisse de résonance et des outils qui lui donnent plus d'écho. La caisse de résonance est celle d'un espace atomisé. Nos sociétés sont actuellement assommées. Depuis le début du siècle, trois crises globales ont éclaté entraînant de

nombreux traumatismes : 2001 et le 11 septembre, 2008 et la crise des subprimes, 2020 et la crise sanitaire. Les institutions démocratiques font l'objet d'un discrédit pour n'être pas parvenues à protéger de ces crises et à les résoudre. Les mouvements et partis d'extrême-droite sont arrivés à tirer profit de la succession de ces traumatismes et de la fatigue sociale qui regarde les mouvements de contestation traditionnels comme ne parvenant plus à s'imposer face aux pouvoirs en place.

C'est dans ce cadre que l'extrême-droite déploie une nouvelle stratégie, différente des générations précédentes. Il est en effet nécessaire de comprendre que l'extrême-droite d'aujourd'hui fait preuve d'une plus grande plasticité et d'une plus grande résilience que les mouvements xénophobes l'ayant précédée. La nouvelle extrême-droite



Débattre avec l'extrême-droite revient donc à servir sa stratégie. Cet exercice revient à légitimer les partis et mouvements existants.

semble ainsi s'habiller d'un logo, d'un verbe de gauche, dénonçant la mondialisation, les inégalités voire même le danger des dérèglements climatiques. Cette adaptation du discours est issue à la fois d'une réinvention et d'une adaptation face aux publics à toucher. Il faut ainsi écouter les représentants de l'extrême-droite et les entendre parler de leurs stratégies. En avril 2018, dans un colloque intitulé « Fiers d'être Européens », François Bousquet, rédacteur en chef de la revue *Éléments*

expliquait l'importance de « Gagner la guerre culturelle ». Se réappropriant Gramsci, les tenants de la « Nouvelle droite » soutiennent l'idée de la guérilla culturelle : « Nous devons privilégier les stratégies de contournement, de sabotage. [...] Nous devons être des guérilleros intellectuels [...] Nous devons nous distinguer par notre capacité à inventer et à diffuser une contre-culture, à nous organiser en avant-garde ». Le but est de diffuser partout et par tous les moyens les

idées de l'extrême-droite et de petit à petit subvertir les références et valeurs démocratiques. Les médias centraux sont visés pour être retournés contre eux-mêmes. Un outil est, en ce sens, d'incorporer les luttes transversales dans ces débats et d'assimiler des penseurs pourtant non issus de l'extrême-droite afin de gagner en légitimité.

Cette stratégie de la guérilla dans un espace de contestation fatiguée permet donc d'expliquer, en partie,

le succès actuel de l'extrême-droite. Sa force est de parvenir, via cette dynamique, à intégrer les espaces de conflictualité tout en détruisant cette conflictualité. En déconsidérant l'adversaire, en l'humiliant, en se moquant de lui, bref en détournant les codes, c'est l'idée même de débat, de dissension, de conflictualité pourtant essentielle à la démocratie qui est ainsi détruit.

Débattre avec l'extrême-droite revient donc à servir sa stratégie. Cet exercice revient à légitimer les partis et mouvements existants, qui cherchent par-dessus tout à se normaliser dans l'espace politique. Cet exercice revient aussi à considérer que ces partis sont les représentants légitimes de leurs électeurs. Débattre avec l'extrême-droite revient, enfin, à prendre d'importants risques dans les échanges d'idées. Ayant pour stratégie la subversion des échanges et la fin de la conflictualité, les partis d'extrême-droite ne cherchent pas les échanges rationnels. Seule la question du sens sert leurs intérêts, consistant à discréditer leurs adversaires.

Une étape supplémentaire : autonomie et nouvelles conflictualités

Cette réflexion sur l'extrême-droite n'est cependant guère originale, étant déjà théorisée. Un autre élément nécessaire est un recul critique de la part des mouvements progressistes sur eux-mêmes. Un problème est également celui de la société hétéronorme, pour reprendre le concept forgé par le philosophe Cornelius Castoriadis. Au sein de cette société, la remise en question des institutions politiques mais aussi économiques et sociales est difficile sinon impossible. L'idée voire l'esprit des démocraties libérales serait figé, ne laissant guère de place à la pensée et à l'action autonome, bref à celle qui parvient à renouveler le système démocratique et à le prolonger. D'ailleurs, si un regard est porté avec attention sur les espaces de débats publics, une grande partie des commentateurs contribue à la défense de cette pensée hétéronorme. L'offre politique est aujourd'hui indifférenciée, unidimensionnelle. La reproduction des élites politiques et sociales, qu'elle soit réelle ou perçue, est d'ailleurs souvent pointée comme

problématique, perception entretenue notamment par des réseaux sociaux dont l'impact sur nos démocraties devrait être plus étudié. L'espace de contestation, la conflictualité d'une certaine manière, ne sont laissés qu'aux extrêmes qui parviennent à jouer et à instrumentaliser les déceptions et les ressentiments. Au final, la frustration démocratique qui en ressort, le désenchantement politique, trouvent dans le discours de l'extrême-droite un exutoire non pas efficace mais rassurant. Le danger est que les structures de l'extrême-droite finissent par se faire reconnaître comme seules instances défendant ceux qui se définissent comme des abandonnés. À nouveau de cette situation découle une idée de légitimité qui leur est favorable.

Peut-être est-il pertinent, dès lors, de s'interroger également sur la mort du politique qui parsème les sociétés occidentales. L'absence d'un récit historique et d'un projet politique peuvent contribuer à nourrir les frustrations et les ressentiments dans un monde dont les repères semblent mis à terre. Peut-être ce succès est-il dû aussi au déterminisme politique qui habite aujourd'hui nos sociétés et que nous pouvons, par moment, contribuer à façonner.

Dès lors, l'autonomie pourrait être encouragée notamment pour lutter contre les ressorts utiles à l'extrême-droite. Ce travail passe donc aussi par une dissociation des adhérents et des électeurs extrémistes envers leur parti. Ce travail est peut-être le plus compliqué, nous obligeant à sortir d'une idée établie que tout électeur d'extrême-droite est forcément raciste. D'importants travaux nous donnent pourtant les éléments déconstruisant ces préjugés. Ainsi, dans une large étude menée en 2016, le sociologue de l'UCL Benoit Scheuer détaillait les sentiments de cette partie de la population se sentant abandonnée et finalement plus favorable au vote extrême. Loin d'être tous racistes, ces abandonnés, rassemblant près de 25 % de la population belge, s'articuleraient autour de plusieurs profils : de celui qui souhaite se venger à celui en perte de repère en passant par le méfiant ou la personne en attente d'un nouveau récit rassurant. Cette compréhension que les adhérents au discours extrémiste sont loin d'être un

bloc uniforme, est fondamentale pour parvenir à lutter efficacement contre l'extrême-droite. À force de considérer les électeurs d'extrême-droite sous l'angle de la méfiance ou du rejet, c'est encore une fois la culpabilisation dont celle-ci a besoin qui est entretenue. Il s'agirait donc d'engager les sociétés vers l'autonomie et d'introduire de nouvelles formes de conflictualité. Réintégrer ceux qui le sont dans des composantes démocratiques renouvelées, les dissocier des irrécupérables et marginaliser ces derniers pourraient être des voies à suivre

Conclusion : repenser les liens entre État et société

Il revient donc d'adopter une approche systémique. L'enjeu n'est pas seulement de refuser de débattre avec l'extrême-droite. Le projet ne doit pas être seulement de lutter contre elle, ce qui reviendrait à renforcer son rôle de victime. Il doit être aussi de changer les rapports entre État et société afin notamment de faire disparaître durablement les mouvements d'extrême-droite et de répondre à d'autres déséquilibres sociétaux. Ces actions supposent un engagement à différents niveaux, via différents émetteurs aussi bien culturels que sociaux, économiques et évidemment politiques. Nous ne sommes plus dans les années 30 voire même 70 où les démocraties finissaient via des coups d'État militaires. Les prises de pouvoir de l'extrême-droite aujourd'hui se réalisent via des transformations pas à pas de nos systèmes démocratiques, devenant contrefaits et vidés de leur essence. À l'heure où la Hongrie démocratique a cessé d'exister, avec le vote des pleins pouvoirs à Viktor Orban, cette exigence de sursaut général n'en résonne que plus fortement.



Jonathan Piron

LE CHEVAL DE TROIE DE L'EXTRÊME-DROITE

Première partie – Où se cache l'extrême-droite ?

Une Europe qui s'est coulée

Le 1er mars dernier, alors que des milliers de réfugiés, syriens notamment, se massaient à la frontière greco-turque à l'annonce de la décision de Recep Tayyip Erdogan de ne plus en barrer l'accès, Charles Michel, président du conseil européen, tweetait « Support for Greek efforts to protect the european borders¹ » (...).

Ces populations, dont il fallait visiblement - aux yeux de l'Europe - se protéger, sont en fait des civils aux abois qui ont déjà survécu à une dictature et à la menace de la torture et de l'emprisonnement, à des bombardements les visant spécifiquement, au froid, à la misère, au manque de soins et de nourriture et bien sûr à Daesh.

L'accord de 2016 avec la Turquie, sur lequel Erdogan revient aujourd'hui, était déjà clairement aux yeux de beaucoup une défaite des idéaux fondateurs de l'Europe. Un petit arrangement entre ennemis ; des facilités à voyager dans l'Union pour les ressortissants turcs, assorties d'une petite enveloppe, contre la « gestion » par la Turquie des flux de migrants venus de l'Est. Et ce, évidemment, sans aucune garantie concrète de l'humanité des conditions de rétention de ces refoulés. Quelque chose comme un os à ronger pour la Turquie contre l'assurance pour les Européens d'être débarrassés des indésirables. Cela apparaissait comme un geste

de mépris de l'Europe envers les populations de migrants et envers l'interlocuteur turc, qui, évidemment, en régime autoritaire, a beau jeu aujourd'hui de mettre sous le nez de l'Europe ses incohérences et ses hontes. Regardez cette Europe héritière des Lumières qui toise le monde ; regardez sa chute.

Car en effet, le lendemain du tweet de Charles Michel, le 2 mars donc, une vidéo est mise en ligne par les autorités turques. Elle montre des garde-côtes grecs tirant sur une embarcation de migrants. Ils tentent visiblement de couler des civils en détresse voguant sur une Méditerranée qui depuis des années est devenue un immense cimetière marin, terrible et silencieux.

Comment l'Europe a-t-elle pu en arriver à se renier à ce point ? De quoi cherche-t-elle à se protéger, en fait ? Ses politiques migratoires ne sont-elles pas une façon de se protéger - sans oser le nommer - du fantasme du Grand Remplacement théorisé pour tous les fascistes islamophobes par Renaud Camus ? Comment, sous la pression de la montée des extrême-droites partout en Occident, les dirigeants de formations politiques démocratiques ont-ils pu - par crainte de perdre leur électorat - faire le choix aussi irrationnel d'en adopter la rhétorique, les idées, les réflexes et le regard sur le monde ? Comment cette glaçante normalité a-t-elle

pu s'installer ? Qui sont les acteurs de cet inquiétant tsunami brun sur nos opinions publiques ? Et surtout, comment lutter contre cette lame de fond qui entraîne au fond de la mer chaque année des dizaines d'Aylan et leurs parents éperdus, qui fait sauter aussi, au sein de nos sociétés, tous les verrous symboliques qui maintenaient à peu près sous cloche, entre autres, les formes les plus décomplexées de racisme, d'antisémitisme² et d'islamophobie.

Toutes ces questions sont cruciales. Car si l'Europe perd ses repères, si elle renie les valeurs fondatrices de respect des droits humains et de la démocratie qui lui ont donné son âme et son identité, elle ne sera plus qu'une coquille vide, qui, sans contenance et sans plus de raison d'être que l'opportunisme économique réciproque de ses membres, se brisera forcément un jour, à la faveur d'une crise qu'elle ne pourra surmonter.

Pour répondre à ces questions, tous les domaines de la connaissance humaine doivent être mobilisés ; les sociologues, les psychologues, les statisticiens, les politologues, les historiens, les analystes des réseaux sociaux peuvent nous donner des informations, des connaissances et même des outils. Mais sans les militants, rien ne sera possible³.

Cet article n'apportera pas les réponses d'un sachant. Il proposera seulement des réflexions, des intuitions et des positions qui sont à la portée de n'importe quel citoyen qui voudrait militer contre l'extrême-droite. C'est-à-dire de n'importe quelle personne qui a décidé de se battre avec la lucidité de la tête et du cœur contre cette extrême-droite qui monte en nous et autour de nous.

1 - <https://twitter.com/eucopresident/status/1234188948735430656>
« Soutien aux efforts de la Grèce pour protéger les frontières européennes »

2 - On peut penser à ce titre au tout récent cortège antisémite du carnaval d'Alost

3 - A ce titre, ce texte doit beaucoup à des militant.e.s anonymes, comme Nadia Meziane, qui fut à l'initiative notamment de Memorial 98, et qui de façon personnelle contribuent à nourrir la réflexion antifasciste des internautes qui la lisent.



Qui sont « Ils » ?

A chaque élection, la même effervescence avant, la même inquiétude devant les sondages, les mêmes « No pasaràn » de réassurance collective.

A chaque élection, la même déconfiture après; la même hébétude devant cette extrême-droite qui monte partout, qui gouverne quelquefois, qui bloque des institutions et surtout qui s'organise en une grande internationale brune (comme en avril 2019 à Yalta) quand, au même moment, on attend à gauche une figure providentielle capable de rassembler contre la vague brune, mais dont la seule recherche trahit en fait tout ce qui fait l'âme de la gauche (une large base syndicale active et des luttes collectives).

A chaque élection, une question: qui sont-ils? Car, bien sûr, les électeurs d'extrême-droite sont vus par tous les démocrates désireux d'en endiguer les victoires comme une entité à part; une entité qu'il serait possible d'appréhender et de définir par des caractéristiques sociologiques telles que le niveau d'études, la classe sociale, le type d'emploi ou les capacités intellectuelles. Ces études ont souvent beaucoup de

succès. Elles semblent être capables de délimiter de façon rassurante la frontière entre « eux » et « nous ». L'extrême-droite est cette chose à combattre qui est bien distincte, bien définie, bien circonscrite. Elle a des causes: la misère sociale et le manque d'instruction. Et demain, lorsque l'instruction leur aura expliqué les droits humains et que la victoire des mouvements sociaux les aura rétablis dans la dignité de vivre, alors les anciens électeurs de l'extrême-droite seront des nôtres et il n'y aura plus d'extrême-droite. Plus d'ennemi à combattre.

Et pourtant... Le vote d'extrême-droite est-il vraiment un vote populaire, créé par la précarité et la misère sociale? Les électeurs qui le plébiscitent sont-ils seulement moins « éduqués » que les autres?

En ce qui concerne le caractère populaire du vote d'extrême-droite, il semble bien qu'on se trompe. Suite aux dernières élections présidentielles françaises, plusieurs articles⁴ battaient en brèche (ou a minima nuançaient fortement), chiffres à l'appui, cette théorie. Le fait que cette idée soit pourtant si bien ancrée dans les esprits est peut-être à chercher dans la rhétorique dite « populiste » des partis d'extrême-droite qui, en

ce début de XXI^e siècle, ont réorienté leur discours pour le faire coller à ce qu'ils présentent comme les intérêts du « peuple » opposé à celui des « élites ». Ne s'agit-il pas là en fait d'une première concession à la rhétorique d'extrême-droite que d'admettre que c'est bien le « peuple » qui vote pour elle? Ne s'agit-il pas là d'une façon indirecte de leur accorder cette légitimité dont ils se réclament à représenter le « peuple »?

L'autre indicateur traditionnellement retenu comme signifiant pour définir le profil de l'électeur d'extrême-droite est celui du niveau d'études. A première vue⁵, il semble bien en effet que le niveau d'instruction soit lié au vote d'extrême-droite. Pourtant, il faut nuancer cette observation. Ainsi, dans un article⁶ sur Slate, Jean-Laurent Cassely explique, citant Yves-Marie Cann, « *L'insistance sur les valeurs a pu faire croire qu'avec le renouvellement générationnel et la hausse infinie du niveau d'études, les partis autoritaires et conservateurs allaient disparaître au profit de partis progressistes et libéraux.* » Chacun a pu constater la situation inverse. « *Si on se focalise trop sur le diplôme comme prédicteur du vote FN, note Yves-Marie Cann, directeur des études de Elabe, on devrait en conclure que*

plus il y a de diplômés, moins il y aura de votes FN. Or il y a beaucoup plus de diplômés qu'avant et on vote beaucoup plus FN qu'il y a 30 ans ».

En fait, plus généralement, il faut sans doute remettre en question cette démarche qui consiste à tenter de définir un profil type d'électeur d'extrême-droite, puis de déduire de ces caractéristiques une explication à ce vote. Ainsi, Laura Mottet explique clairement dans un article⁷ des *Décodeurs du Monde*, un mois après le scrutin présidentiel français de 2017, à quel point ces chiffres, indiquant des corrélations plus que des causes, doivent être manipulés avec précaution lorsqu'il s'agit d'en tirer des conclusions : « cette erreur, régulièrement commise par les analystes, a un nom en statistiques : l'« erreur écologique ». Elle consiste à attribuer aux individus ce qui est observé au niveau collectif. Très concrètement, les électeurs ne votent pas toujours en fonction de leurs caractéristiques sociales propres (âge, richesse, par exemple). Ils votent parfois en fonction des caractéristiques sociales de leur environnement. (...) Comment parvenir à dresser un portrait des électeurs sans avoir à se confronter à ce biais ? La seule solution reste d'assembler ces données à un niveau individuel, comme le font les sociologues ou les instituts de sondages. (...) Les corrélations précédentes, si significatives soient-elles, ne suffisent donc pas pour déduire le vote des individus. »

En somme, attribuer à des variables les causes du vote d'extrême-droite c'est souvent oublier qu'il existe nombre d'exceptions à ces règles voulues comme générales. On peut notamment penser à des intellectuels et des personnalités très éduquées qui portent les idées d'extrême-droite (de Zemmour à Renaud Camus), ou encore à de multiples petits indépendants bien mis votant pour le FN (RN) en France⁸, mais aussi à toute une frange du prolétariat qui choisit la lutte sociale en lieu et place du populisme. En fait, peut-être n'y a-t-il pas d'autre cause évidente au choix de l'extrême droite que ... le choix de l'extrême-droite.

Un choix, assumons-le

Car l'extrême-droite est un choix. Un choix qui s'offre à chacun, et ce, bien avant le bulletin de vote. Toute personne qui s'est penchée sur les forums en ligne sous des articles faisant part de la mort en Europe de migrants en quête d'asile a pu lire à quel point c'est le manque, non pas d'intelligence, mais de l'empathie la plus élémentaire vis-à-vis d'un humain qui fait défaut aux personnes de la meute qui s'exprime. Plus exactement, c'est le refus de cette empathie lorsqu'elle devrait s'appliquer à un migrant. En miroir, refuser l'extrême-droite, plus qu'une affaire d'intellect ou d'éducation, c'est donc peut-être d'abord une affaire de cœur et d'éthique qui consiste à choisir, envers et contre tout, avant toute autre considération, de défendre une certaine idée de l'humain.

En conséquence, peut-être est-il temps, non pas de considérer avec paternalisme qu'il faut « éduquer » les électeurs d'extrême-droite, mais plutôt de les mettre face à leurs choix et leurs responsabilités... et les combattre⁹. L'éducation a ses limites. Il faut parfois prendre acte des divergences au lieu de chercher à les nier ou les gommer.

Car le vrai débat public, celui qui permet de combattre efficacement l'extrême-droite, consiste à assumer

>>

Car l'extrême-droite est un choix. Un choix qui s'offre à chacun, et ce, bien avant le bulletin de vote.

4 - https://www.liberation.fr/debats/2017/05/21/vote-le-pen-vote-populaire-toujours-pas_1571143?fbclid=IwAR0y--sL-oS_ffkHhBtryFatx2pKljyqef8qyz5yGN6eWtcA4JhqRT_tPM4
https://oeilsurlefront.liberation.fr/les-idees/2017/04/24/qui-sont-les-214-d-electeurs-de-marine-le-pen_1565123

<https://www.nouvelobs.com/presidentielle-2017/20170322.OBS6964/qui-vote-fn-pourquoi-3-idees-recues-sur-les-electeurs-du-front-national.html>

<http://www.slate.fr/story/143195/vote-fn-cartes-france>

5 - <http://www.slate.fr/story/111397/diplomes-front-national>
https://www.lexpress.fr/actualite/politique/moins-on-est-eduque-plus-on-vote-fn_1100733.html

6 - <http://www.slate.fr/story/138311/candidat-premiers-classe>

7 - https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/06/14/diplome-age-chomage-peut-on-predire-les-resultats-electoraux-a-partir-d-indicateurs-sociaux_5144653_4355770.html

8 - Luc Rouban, dans un article de Slate (<http://www.slate.fr/story/145224/front-national-vote-declassement-pessimisme>) donne ces chiffres : « Si sa fille [à Jean-Marie Le Pen] double son score chez les ouvriers, phénomène de croissance largement observé par les analystes depuis des années, elle arrive presque à le tripler chez les cadres et à le quadrupler chez les petits indépendants (agriculteurs sur petites et moyennes exploitations, artisans, petits commerçants). Elle fait également plus que le doubler chez les grands indépendants (chefs d'entreprises de 10 salariés et plus, professions libérales, agriculteurs sur grandes exploitations).

9 - <http://www.slate.fr/story/138650/front-national-diaboliser-electeurs?fbclid=IwAR2HBZOJ5P6Msome8eUlb5z0VmfXUDRe0QHx4lMh9h7NGDAUQWwPloD40hw>



les divergences politiques pour pouvoir s'y opposer. Mais cette vision des choses est exigeante, à la fois du point de vue individuel et collectif. Du point de vue collectif, elle exige une cohérence sans faille avec son propre projet politique et une capacité à la remise en question transparente lorsqu'il y a faillite morale. A titre individuel, cette stratégie demande surtout du courage. Car assumer des désaccords demande d'être soi-même sûr de ses choix, de les avoir mûris, et surtout d'assumer l'inconfort social de l'opposition. Peu de gens sont prêts à remettre à leur place le tonton facho ou le collègue raciste. C'est plus confortable de les prendre pour des idiots que pour des ennemis (au moins politiques). C'est vrai. Mais en attendant, c'est tonton qui continue à humilier la caissière noire quand il va faire des courses et c'est le collègue qui monopolise la conversation à table à midi. A force de démission, nous laissons l'extrême-droite occuper le terrain du quotidien.

L'extrême-droite n'avance pas par la conquête tambour battant, mais par la normalisation de son discours et par sa légitimation progressive comme interlocuteur acceptable

Normalisation et légitimation

Un autre écueil qui découle de l'erreur de considérer le vote d'extrême-droite comme la conséquence d'une faillite intellectuelle ou sociale, consiste à considérer que, puisque le vote extrême ne peut être qu'un « accident », alors il suffit d'expliquer et de discuter pour résoudre le problème. L'idée est qu'il ne faut pas « diaboliser » l'extrême-droite, ce qui la rendrait attirante (on remarque là encore la tendance à infantiliser l'électeur d'extrême-droite pour relativiser la conscience de son choix) et qu'il faut donc discuter avec elle pour démontrer à tous, par la bataille des idées, qu'elle ne tient pas la route.

Or, cette stratégie de dialogue avec l'extrême-droite, mise en œuvre depuis le tournant du XXI^e siècle, ne semble pas porter ses fruits, les partis d'extrême-droite ne s'étant jamais portés aussi bien depuis la seconde guerre mondiale.

Si cette stratégie est un échec, c'est parce que l'extrême-droite n'avance pas par la conquête tambour battant, mais par la normalisation de son discours et par sa légitimation progressive comme interlocuteur acceptable dans le débat public. D'une fenêtre d'Overton¹⁰ à l'autre, l'extrême-droite gagne du terrain dans la société bien avant d'en récolter les fruits dans les urnes. Face à cela, nous avons une responsabilité collective. Chaque normalisation, chaque acceptation de sa présence dans le

débat public est une légitimation qui agira dans le futur comme une sorte de jurisprudence qui lui permettra de nous anesthésier petit à petit et de s'installer. Comme la grenouille qui ne voit pas l'eau chauffer tout doucement et finit ébouillantée, nous baignons dans le récit que l'extrême-droite fait du réel et cela finira évidemment par se traduire dans les performances électorales, mais aussi dans le réel de la libération des violences diverses à l'encontre de toutes sortes de minorités. Enfin, la droitisation générale des partis démocratiques qui cherchent à courir derrière le discours qui fait électoralement recette, bouclera ainsi la boucle de la normalisation des idées d'extrême-droite et de son récit sur le monde.

Concrètement, cette normalisation s'opère donc par deux procédés. Le refus du cordon sanitaire isolant l'extrême-droite dans le débat politique, tout d'abord, et l'utilisation commune des concepts et du vocabulaire développés par l'extrême-droite, ensuite. C'est ce dont il sera question dans la seconde partie de ce texte.



Pauline Thirifays

10 - Du nom de son théoricien, Joseph P Overton, la fenêtre d'Overton est d'après wikipédia, « une allégorie qui désigne l'ensemble des idées, opinions ou pratiques considérées comme acceptables dans l'opinion publique d'une société »

LE CHEVAL DE TROIE DE L'EXTRÊME-DROITE

Seconde partie – Lutter contre l'extrême-droite, y compris en nous-mêmes

Dans la première partie de cet article, l'extrême-droite est apparue comme un ennemi qu'il serait trop simple de réduire à une entité qui nous serait totalement étrangère et qui ne pourrait séduire les braves gens que par « accident ». Elle avance au sein de la société et asseoit son emprise par la normalisation légitime de sa vision du monde, bien avant de s'imposer dans les urnes.

Mais alors, comment lutter contre l'extrême-droite concrètement ? Faut-il dialoguer avec elle ? Que devons-nous remettre en question ?

L'impossible dialogue : 5 idées communes à remettre en question

1. « Il faut dialoguer avec tout le monde », entend-on souvent. Non. Le dialogue est un moyen, un moyen à privilégier, pour assurer une société égalitaire, libre et juste. Il n'est pas une fin en soi. Si des interlocuteurs refusent clairement une société établie sur ces bases, il n'y a plus de dialogue possible, plus de langue commune.
2. « Ce n'est pas parce qu'on n'est pas d'accord avec les idées d'extrême-droite qu'il faut les museler », dit-on encore. Peut-être que si, justement. Parce qu'il n'est pas seulement question de "ne pas être d'accord avec des idées". Il s'agit en fait de faire taire un discours qui, plus qu'une simple divergence de vues, est en fait une incompatibilité profonde qui met très concrètement en jeu la vie de certains concitoyens. Oui ; la
3. « C'est le résultat des urnes, il faut en tenir compte, c'est ça la démocratie » rétorquent beaucoup. C'est en fait une vision bien réductrice de la démocratie qui s'exprime là. Car la démocratie n'est pas un système mécanique destiné à choisir qui exerce ou pas le pouvoir. La démocratie est un système AU SERVICE d'une vision claire de l'humanité ; égalité, liberté, justice en sont les fondements importants. Le respect du système censé assurer ces valeurs ne prime pas sur ces valeurs car il est au service de celles-ci. La démocratie ne se limite pas aux urnes. La démocratie, c'est l'exercice collectif du pouvoir (par un système de délégation sur base du choix d'un programme de priorités) en vue d'une société égalitaire, juste et libre.
4. « Les journalistes et les organes de presse doivent être politiquement neutres et ne peuvent donc choisir d'évincer un parti politique qui ne leur convient pas, ce n'est
5. « Le principe démocratique de la liberté d'expression est mis à mal lorsqu'on empêche l'extrême-droite de s'exprimer », proclament beaucoup de défenseurs sincères de la démocratie. Pourtant, la liberté d'expression est un principe qui relève de la responsabilité de l'Etat et non de celle des individus. La liberté d'expression comme principe démocratique, est en fait l'engagement de l'Etat à ne pas pénaliser ni criminaliser l'expression d'opinions contraires notamment à l'ordre établi. Rien n'oblige en fait les individus ni les organismes privés à offrir des tribunes à des idées qui mettent en danger une partie significative de la population. Et même au niveau collectif, on peut considérer que la liberté d'expression n'est pas la liberté de répandre la haine. Aucune liberté n'est totale et l'Etat, en sa qualité de représentant de l'intérêt collectif, a tout à fait le droit d'user d'outils permettant de refuser la diffusion de discours qui minent les fondements des valeurs communes de notre

pas le rôle des journalistes. Ils n'ont pas à avoir d'états d'âme ni d'opinion car il y va de la démocratie » peut-on lire parfois. Nul n'est seulement une fonction. Peut-être ne croyons-nous plus assez en la responsabilité individuelle. Chacun a le droit d'avoir une conscience et, au minimum, de pratiquer des stratégies d'évitement pour ne pas participer à quelque chose qui amène à dépasser certaines lignes rouges. La faiblesse à défendre la démocratie est de ce point de vue l'au-baine des fachos.

démocratie. C'est pour ces raisons que des lois sanctionnent d'ailleurs, par exemple, les appels à la haine. Peut-être manquons-nous encore d'outils pour les faire respecter dans l'espace public.

C'est en nous que les digues ont cédé

L'extrême-droite dessine en fait le spectre d'une société fasciste, c'est-à-dire acquise au fascisme. Or, croire qu'une société fasciste est une société dans laquelle la majorité des gens se qualifient eux-mêmes de fascistes, c'est un leurre. L'Histoire nous apprend au contraire que, quelle que soit la pertinence du désespoir et de la colère dus à l'injustice sociale, c'est bien le fait d'accepter de faire société avec des fascistes proclamés, en considérant qu'ils ne sont pas la priorité, qui est le fascisme. Le fascisme, c'est la tolérance et la démission face aux fascistes.

Or, le problème, c'est précisément qu'entre les élections, il n'y a pas de réelle résistance de fond à l'extrême-droite. Ou en tout cas pas de grande opposition à ce qui fait réellement les scores de l'extrême-droite aux élections. Il serait en fait grand temps de s'intéresser au cheval de Troie de l'extrême-droite; celui qui est le responsable de la brèche par laquelle la peste brune et noire s'engouffre dans nos démocraties malades.

Se positionner contre l'extrême-droite déclarée, c'est bien. Mais le vrai problème, c'est tout ce que l'extrême-droite a déjà conquis en chacun de nous et dans nos partis démocratiques.

Le problème, ce sont tous ces renoncements à défendre les fondements de nos démocraties quand il est si tentant de se dire antisystème. Le problème, il est dans nos agendas politiques et dans nos débats publics dont l'extrême-droite dicte les thématiques et les priorités. Le problème, il est dans cette démission à incarner une résistance qui ose ne pas être neutre et qui ne rougit pas de réclamer qu'on cloue le bec

aux fachos quand ils s'expriment; qui ne se cache pas derrière une liberté d'expression qui est trop souvent devenue une liberté d'éructer sa haine dans chaque tribune de l'espace public. Le problème, il est dans la défiance généralisée dans tout ce qui fait notre démocratie (l'école, la justice, les médias, ...), et qui remplace la critique citoyenne ciblée et nécessaire. Le problème, il est dans l'anomie et aussi dans le repli sur nos acquis quand il faudrait sans doute prendre des risques et oser avancer, quitte à se tromper.

C'est pourquoi une lutte efficace contre l'extrême-droite doit aussi absolument passer par la remise en question sans concession des formations démocratiques de gauche et de droite modérée. La lutte contre l'extrême-droite ne peut pas ne consister qu'en une critique de l'extrême-droite, car il est temps de prendre une longueur d'avance sur elle et de s'attaquer non pas à ce qu'elle est quand elle se déclare, mais à tous les ferments qu'elle a plantés partout et qui sont autant de chevaux de Troie au cœur de la démocratie.

A ce titre, l'autocritique la plus importante réside peut-être dans notre grande perméabilité aux concepts développés par l'extrême-droite et qui ont peu à peu colonisé tous les discours de l'extrême gauche à la droite de l'échiquier politique. Les mots² ont le pouvoir de dessiner le réel, de désigner des coupables, de définir des logiques, et surtout d'insinuer des évidences comme prérequis dont on ne prend plus la peine du coup d'interroger la réalité. Une chercheuse comme Marie Peltier³ a d'ailleurs montré, par exemple, comment le discours antisystème est devenu *mainstream* au point d'avoir colonisé nos imaginaires collectifs et de définir nos obsessions politiques actuelles.

Lutter contre l'extrême-droite, c'est d'abord nous demander ce que nous lui avons cédé, y compris en nous-mêmes; dans nos mots, dans nos réflexes, dans notre récit sur le monde.

« Plus jamais ça »

Finalement, peut-être faut-il regarder en arrière pour comprendre comment lutter aujourd'hui contre l'extrême-droite.

Peut-être avons-nous tout fait de travers après le désastre de la première moitié du 20ème siècle... « Plus jamais ça ». C'était un credo. Ça a été pendant longtemps un vrai ciment dont nous n'avons peut-être pas vu la malfaçon et, rapidement, larvées, les fissures. « Plus jamais ça ». Oui, mais plus jamais quoi? Le nazisme, le fascisme, les camps, la guerre et les exécutions. La dictature, les SS, les goulags et les prisonniers d'opinion. La mort, la torture et la déshumanisation de l'autre. La misère et la peur.

Les « résultats », nous étions sûrs que nous n'en voulions plus. Mais jamais un consensus sur la définition exacte des causes n'a été adopté dans l'opinion publique. Ou s'il a été adopté, jamais il n'a été enseigné et transmis de cette façon. A partir de quand peut-on dire que le fascisme est le fascisme? Quand peut-on dire que l'extrême-droite a gagné?

Aujourd'hui, la plupart des gens ont peur des étiquettes; des (néo)nazis, des fascistes et de l'extrême-droite. Mais peu sont capables de les reconnaître sans les étiquettes, les croix gammées, les chemises brunes ou noires et les brassards. Peu se rendent compte que ces croix gammées et ces chemises ne sont que la dernière étape; celle du fascisme vainqueur. « Le fascisme, c'est mal »; tout le monde en est sûr. Mais peu seraient capables de définir exactement la cohérence de la vision du monde propre au fascisme. Et encore moins de reconnaître dans les positions d'aujourd'hui ou d'hier ses caractéristiques intrinsèques. On peut souvent en faire l'expérience. Même avec des gens qui ont étudié l'histoire. Même avec des gens chargés de l'enseigner. Cette incapacité à comprendre que le fascisme ne conquiert pas la société un beau jour, tout étendard dehors, mais qu'il l'ensemence seulement peu à peu est peut-être ce qui nous perdra. Ça commence par des « je trouve son discours intéressant », par des « je ne suis pas d'accord



avec tout ce qu'il dit mais...», par des « laissez-le s'exprimer, c'est juste son point de vue », par des « ils sont extrêmes mais ils posent les bonnes questions »; toutes ces phrases qui légitiment ces discours et en font une composante admissible et acceptable du débat public. Le fascisme est alors une opinion politique comme une autre. Et si elle est comme une autre, alors pourquoi ne pas lui donner sa chance? Le fascisme existe, dans toute la société, dans tout ce que nous lui concédons. Il suffira d'un petit basculement, d'un frémissement de la peur, pour qu'il prenne le dessus. Comme un virus dormant présent dans un corps et dont les conditions d'affaiblissement de l'organisme vont permettre l'infection qui finira par en avoir raison. Mais ce n'est pas le froid qui cause le rhume, c'est le fait d'être l'hôte du virus. Il faut donc reconnaître ce virus. Dans tous ses avatars. Sous toutes ses mutations opportunistes. Il faut reconnaître ce virus même si il ne se présente pas sous son nom.

Pourtant, pour beaucoup, tant que le discours n'est pas estampillé et assumé comme de l'extrême-droite, il n'y a pas lieu de prendre les dispositions nécessaires pour le bâillonner.

Or, il est clair qu'à un moment, ne pas voir le fascisme dans la cohérence d'une pensée réactionnaire, hostile à toutes les révolutions et à toutes les formes d'émancipation, contestant des droits humains fondamentaux à des humains en situation de vulnérabilité, confine juste au déni.

Se souvenir pour avancer

Peut-être, oui, avons-nous failli à tirer les bonnes conclusions politiques du désastre de la seconde guerre mondiale. Il y aura bientôt 75 ans, la reddition de l'Allemagne nazie marquait la fin du fascisme vainqueur en Europe. Elevés dans cette narration de la victoire de la liberté sur la barbarie, nous avons oublié qu'il pouvait en être autrement.

Nous avons oublié que la résistance au fascisme n'est pas toujours couronnée d'un happy end. Nous avons cultivé l'illusion qu'une cause juste finissait toujours par gagner. De ce fait, renversant la proposition, nous n'imaginons pas qu'une cause vaincue soit une cause juste, ou en tout cas une cause qui vaille la peine qu'on se batte encore pour elle.

Nous avons oublié qu'avant de revoir l'Histoire avec le recul et le regard des vainqueurs du fascisme, il y avait eu cette période dans laquelle le gris était bien plus courant que le noir; dans laquelle la collaboration et la tolérance au fascisme étaient bien plus communes que cette barbarie brute qui ose dire son nom, d'autant plus décomplexée qu'elle est tolérée de presque tous. Nous avons oublié que dans ce brouillard, nombreux sont ceux qui se sont perdus en

route. Nous avons oublié qu'avant le narratif de la résistance choisi par De Gaulle pour cimenter la réconciliation nationale française, il y avait un monde dans lequel le fascisme avait raison, et que s'y opposer demandait un effort de volonté et un regard affuté, humain, clairvoyant et sans aucune concession à ce qui déshumanise l'autre.

Nous avons oublié. Nous avons tant oublié que nous laissons le fascisme s'insinuer partout. Croyant défendre la Liberté, nous nous agrippons frénétiquement à son ombre, en nous faisant avocats du diable; en protégeant la liberté d'expression de ceux qui ne devraient plus jamais avoir voix au chapitre. Nous avons tant oublié que nous ne distinguons plus les résistants des bourreaux en Syrie ou ailleurs, et sommes incapables de soutenir ceux qui se battent pourtant pour tout ce que nous croyons avoir mérité, mais dont seuls ceux qui se souviennent vraiment connaissent ou entrevoient le prix.

Les deux pieds dans le présent, convoquons le passé pour nous souvenir enfin, non pas de la victoire du 8 mai, mais de la nuit à laquelle il a fallu l'arracher.



Pauline Thirifays

- 1 - https://www.rtb.be/info/societe/detail_le-fbi-constate-une-hausse-des-crimes-et-delits-racistes-autour-de-l-election-de-trump?id=9762156
- 2 - On peut penser par exemple aux concepts d'« antisystème » ou encore de « racisme anti-blancs » qui ont été intégrés au débat public alors qu'il s'agit de concepts définis et mobilisés par l'extrême-droite.
- 3 - Voir à ce titre :
 MARIE PELTIER, *L'ère du complotisme: La maladie d'une société fracturée*, Les petits matins, 3 octobre 2016.
 MARIE PELTIER, *Obsession: Dans les coulisses du récit complotiste*, éditions Inculte, 3 octobre 2018.
 Marie Peltier travaille de façon générale la notion de récit du réel à laquelle fait plusieurs fois référence ce texte.

CFO, le Collectif des Femmes qui l'Ouvrent :



Collectif citoyen qui résiste aux idées d'extrême droite en province de Luxembourg et lutte contre le repli sur soi

Naissance du collectif

26 mai 2019, 500 millions d'européens dont 11 millions de belges sont appelé·e·s aux urnes. Les résultats font froid dans le dos. On observe une montée de l'extrême-droite tant à l'échelon européen, qu'au niveau national. Les réactions ne se font pas attendre et la ligue des droits humains lance un appel à rejoindre le mouvement Stand Up¹ à Bruxelles pour montrer son désarroi face à cette poussée extrémiste. Soucieuse de rejoindre le mouvement, un appel est lancé sur les réseaux sociaux par une citoyenne de la province de Luxembourg. L'idée, au départ, de rassembler les luxembourgeois·es pour cet événement s'avère impossible vu la distance et les 24h pour l'organisation. Ces difficultés n'allaient pas la décourager pour autant. C'est donc via ces mêmes réseaux qu'elle a contacté un petit nombre de ses connaissances pour lutter ensemble contre ces idées nauséabondes de repli sur soi. L'aventure commençait...

Très vite ce collectif de 12 femmes en colère et indignées s'est mis à réfléchir à une action à mener localement. L'objectif de l'action était de montrer qu'au sein de la province de Luxembourg une résistance se mettait en place face aux idées d'extrême droite. L'objectif était

également de susciter la réflexion parmi ses habitants. Le Collectif des Femmes qui l'Ouvrent voulait faire écho à cette mobilisation nationale dans les communes du sud du pays et souhaitait une façon originale pour diffuser son message de lutte contre l'extrême droite.

Le collectif était né, le projet d'action aussi.

Nom du collectif :

Le Hasard fait bien les choses. Le nom du collectif est né d'un clin d'œil à la constitution, aux premières heures, de ce groupe uniquement composé de femmes, catégorie de personnes justement mises de côté par ces partis de droite radicale.

Cette coïncidence sera la marque de fabrique du collectif. « *D'un point de vue symbolique, garder cette référence aux femmes était un pied de nez aux idées anti-féministes, développées par ces partis, contre lesquelles nous combattons. Mais dès le départ, des hommes nous ont rejoints. Le CFO n'a pas pour mission d'être un collectif exclusif, les citoyens actifs dans les différentes actions proviennent de tout horizon* » confie une des membres du CFO.

Une première action remarquée...

En effet, en quelques jours l'effet boule de neige s'était mis en place. « *Nous avons été étonnées de la rapidité avec laquelle les gens répondaient présents pour cette action. On se rend compte que la majorité de la population est indignée et en désaccord avec ces idées écoeurantes mais ne sait pas comment l'exprimer !* »

Dans la nuit du 5 au 6 juin 2019 c'est donc une centaine de personnes qui ont affiché dans 33 communes de la province de Luxembourg plus de 2700 affiches, au visuel explicite, invitant à résister à cette droite dure. Les presses provinciale et nationale ont contribué à rendre visible l'action. Ce coup d'éclat n'est donc pas passé inaperçu et a permis d'amener le débat dans l'espace public.

Message

« *Notre volonté est d'attirer l'attention sur le fait que les dangers de l'extrême droite concernent tout le monde. Elle porte atteinte à toute une série de nos droits fondamentaux et son succès lors des dernières élections est le résultat d'une politique antisociale menée depuis plusieurs années par le gouvernement. On criminalise les sans-abri, les migrants, les personnes en situation de précarité... Il y a une réelle nécessité*



de revenir à plus de justice sociale et de défendre le principe d'égalité des droits et des libertés démocratiques de chacun » explique l'une des chevilles ouvrières du mouvement avant d'ajouter : « Nous savons que ces partis d'extrême-droite sont porteurs car ils répondent de manière très simple aux enjeux actuels en proposant des slogans réducteurs sans alternative concrète. Si ce n'est la haine et le rejet de l'autre. Cet autre pouvant être l'étranger, la femme, le wallon, le pauvre, ... Les programmes de ces partis proposent des revendications d'une redoutable violence pour l'ensemble du pays et de ses citoyens ».

A travers ses actions, Le CFO souhaite mettre les citoyens en mouvement contre les partis qui excluent une partie de la population. « Nous souhaitons afficher notre détermination face à ces partis nationalistes et leurs idées xénophobes et sexistes. Nous voulons défendre le « vivre ensemble », la compréhension de la société dans laquelle on vit et les moyens que l'on se donne pour y remplir pleinement son rôle de citoyen en visant une réalité diversifiée et inclusive ».

Le CFO entend défendre une société égalitaire, le refus des discours haineux et le non-repli sur soi sous forme identitaire.

La suite ?

Le but était que cette action de désobéissance civile soit le point de départ pour une campagne de sensibilisation plus générale et non une simple action du fait de quelques militants.

Presque un an après la création du collectif et l'action qui l'a fait connaître,

le CFO continue donc son travail d'information et de sensibilisation via des animations et des publications, en collaboration avec le CRILUX et les Equipes Populaires Luxembourg, mouvements ayant soutenu la naissance du Collectif citoyen.

Durant cette année, le collectif a pu organiser différents moments de rencontre entre les citoyens désireux de s'investir : des soirées de formation et d'information sur la désobéissance civile ou l'extrême-droite notamment, une participation au festival Bitume avec un « Photomaton » qui engageait à mettre en avant les propos des citoyens pour résister aux idées extrémistes.

Durant tout l'été 2019, le visuel de la première action a voyagé par le biais d'autocollants partout dans le monde, il y a eu des clichés du Maroc, du Pérou, de France, de Slovénie, d'Autriche pour ne citer que ceux-là.

Le 8 mars à Arlon, le collectif était présent pour la grève des femmes, afin de porter la voix des femmes en exil : « femmes en exil, femmes en péril », une occasion de sensibiliser le public aux conditions indignes que doivent subir ces femmes qui fuient des pays en guerre.

Dernièrement, durant la nuit du 12 au 13 mars 2020, en réponse à la première action, des centaines de citoyens réunis en quelques heures, en Wallonie et à Bruxelles, sous l'impulsion du CFO, ont affiché sur leur porte d'entrée et aux entrées et sorties de leur village un nouveau message. Cette action « Ma porte est ouverte et je ne compte pas la fermer ! » diffuse un message positif et d'ouverture invitant tout un chacun, et les politiques,

à Oser ! Oser la solidarité, l'accueil, la différence, l'humanité, le dialogue, ...

Il est, en effet, apparu essentiel au collectif de proposer une nouvelle action à connotation plus positive.

L'objectif de cette action citoyenne, la dernière en date, est de dénoncer la politique européenne. « L'Union Européenne mène une politique inhumaine : elle monnaie ses frontières en payant la Turquie pour gérer la question migratoire, elle exerce une chasse à l'homme envers les candidats réfugiés, elle véhicule un message stigmatisant et discriminant à l'égard de ces hommes, femmes et enfants fuyant leur pays en guerre. Toute cette gestion témoigne du fait que les idées et discours extrêmes ne sont pas l'apanage de la droite radicale ! »

Encore une fois, cette opération a été une énorme réussite avec plus de 800 photos reçues ! Cet engouement confirme qu'un grand nombre de citoyens désire se mobiliser et s'indigner contre le repli sur soi identitaire et souhaite inverser la tendance.

Le collectif est aujourd'hui en réflexion sur les différentes possibilités d'actions. Le but est de pouvoir sensibiliser un maximum la population sur les ponts et relais qu'il peut apporter afin que demain nos sociétés ne reproduisent pas certaines duplicités du passé. Le défi est grand mais néanmoins essentiel pour cultiver une démocratie trop souvent mise à mal. Le collectif, en toute humilité, tente de réduire cette fraction par le biais d'échanges et en refusant l'immobilisme. Il entend bien continuer de l'ouvrir et de s'ouvrir...

RÉSISTONS, À L'EXTRÊME DROITE, PARTOUT ET ENSEMBLE



Marie Willame
Dominique Verhaeren

Collectif.lux2019@gmail.com

<https://www.facebook.com/CollectifdesFemmesquiOUvrent/>

1 - Stand Up est le nom d'un collectif antifasciste, principalement bruxellois. Il s'agit d'une plateforme réunissant un grand nombre d'acteurs de l'associatif et du culturel.

Contribuez à une société plus juste et plus égalitaire

L'ASBL BePax est heureuse de vous proposer gratuitement la revue Signes des Temps, dont le coût d'impression et d'envoi revient à 1,50 € par exemplaire.

Si vous souhaitez soutenir notre travail de publication, n'hésitez pas à **faire un don sur le compte BE28 7995 5017 6120**. Quel qu'en soit le montant, votre soutien est précieux! (Déduction fiscale à partir de 40 € sur base annuelle).

BePax est également apte à recevoir des legs. Pour plus d'informations, contactez votre notaire ou contactez-nous au +32 (0)2 896 95 00 ou via info@bepax.org.

NOUVELLE ÉTUDE **BEPAX**

C'est quoi être blanc·he, ici et aujourd'hui? C'est une question que nous ne nous sommes généralement jamais posée. Ce nous, ce sont les personnes blanches progressistes, celles et ceux qui travaillent dans des secteurs financés en lien avec l'interculturalité. Sur base d'entretiens individuels et de formations réali-

sés ces deux dernières années, nous avons questionné les perceptions de ce groupe social concernant le racisme et la blancheur.



Consultez nos autres **dossiers thématiques**:

Signes des Temps

Communautarisme
**l'accusation à
géométrie variable**

JAN - FEV. 2020

Signes des Temps

Plaidoyer et Antiracisme
**Comment obtenir de
meilleures politiques
publiques?**

OCT. - NOV. 2019

Signes des Temps

Islamophobie:
**Mettre fin aux
discriminations**

JUIL. - AOÛT 2019

Surfez sur www.bepax.org
et suivez-nous sur

